

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Convention de partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault au profit de mineurs pris en charge par les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse et ayant bénéficié de la décision de Travail d'Intérêt Général

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Considérant la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance qui place le Maire au cœur du dispositif, renforce le rôle des acteurs locaux et propose de nouveaux outils au service d'une politique qui repose sur un partenariat dynamique.

Ce texte s'articule autour de mesures phares qui répondent aux préoccupations quotidiennes des élus et des citoyens. Il donne à la lutte contre la délinquance des mineurs une dimension nouvelle, privilégiant une approche pragmatique, tout en respectant les principes directeurs de la justice des mineurs et apporte des réponses nouvelles, fondées sur la rapidité et la responsabilité.

Parce que les mineurs doivent avoir un autre avenir que la délinquance, elle renforce l'arsenal des mesures alternatives par des sanctions axées sur le travail et respectueuses des rythmes scolaires.

Considérant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante qui définit clairement la primauté de l'éducatif sur le répressif, et ce, dans une perspective de réinsertion sociale.

Ce texte consacre la notion d'enfance délinquante, notion juridique, désignant l'ensemble des comportements répréhensibles d'une personne n'ayant pas atteint la majorité pénale. Il consacre l'existence de dispositifs judiciaires spécifiques pour les mineurs délinquants : une justice pénale des mineurs, une juridiction spécialisée et des procédures appropriées aux mineurs. Sur le plan pénal, le juge des enfants est amené à juger les mineurs commettant des délits, et associe des mesures répressives dont le travail d'intérêt général.

Considérant la loi n° 83-466 du 10 juin 1983 qui crée le T.I.G (Travail d'intérêt Général) : peine alternative à l'incarcération, à caractère éducatif pour les mineurs.

L'objectif du T.I.G est double : sanctionner une infraction à la loi et offrir au jeune condamné l'opportunité de faire œuvre utile à l'égard de la collectivité et de trouver dans cette action une démarche de formation et d'insertion.

Les services de la justice, représentés par les professionnels de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse de l'Hérault, mettent en œuvre les décisions du juge des enfants de condamner des mineurs délinquants à des travaux d'intérêt général. Pour l'exécution de ces peines, la Protection Judiciaire de la Jeunesse (P.J.J) recherche des partenaires locaux qui accueillent les mineurs, en particulier dans les collectivités locales, avec qui elle signent des conventions.

La ville de Montpellier a mis en place un partenariat important, en matière de prévention et de sécurité, avec les services de la justice, visant à mettre en place des actions concrètes. De cette volonté, s'est engagée une démarche conjointe de signer une convention ayant pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles la Ville de Montpellier, dans ce contexte et dans la mesure de ses moyens, favorisera la mise en œuvre de l'accueil de mineurs sous main de justice, pris en charge par les services de la DTPJJ de l'Hérault pour réaliser des travaux d'intérêt général.

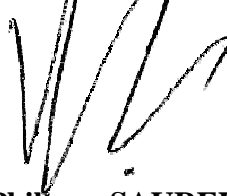
La convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature et pour une durée d'un an. Celle-ci pourra faire l'objet d'une reconduction d'un commun accord entre les parties par avenant au document initial. Aucune reconduction tacite ne peut intervenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la sécurité à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014